Déclaration de Mary Robinson et Helen Clark suite à leur visite en Egypte et à la frontière de Rafah

Partage international n° 445 – Septembre 2025

Nous exprimons aujourd'hui notre émotion et notre indignation devant l'obstruction délibérée d'Israël à l'entrée d'une aide humanitaire vitale dans Gaza, qui cause une extension et une aggravation de la famine. Le meurtre ciblé du journaliste Anas al-Sharif et de quatre de ses collègues à Gaza constitue une tentative d'étouffer la vérité. La vérité est importante.

Ce que nous avons vu et entendu souligne notre conviction personnelle que Gaza ne se voit pas seulement imposer une famine généralisée : il y a un génocide en cours.

Nous avons eu la preuve du refus d'y laisser entrer la nourriture et l'aide médicale, et nous avons entendu des témoignages du massacre de civils palestiniens, y compris des enfants, alors qu'ils tentaient d'accéder à l'aide alimentaire dans Gaza. La destruction délibérée des établissements de santé à Gaza implique que les enfants souffrant de malnutrition sévère ne peuvent pas être traités efficacement. Au moins 36 enfants sont morts de faim au cours du seul mois de juillet.

Aucun matériel de protection n'est entré à Gaza depuis le mois de mars 2025 et nous avons vu un grand nombre de tentes prêtes à être livrées mais bloquées par les autorités israéliennes, ce qui laisse sans protection des familles déjà déplacées à plusieurs reprises. 96 % des foyers font face à une pénurie d'eau.

Israël doit ouvrir immédiatement toutes les frontières vers Gaza, y compris celle de Rafah.

Helen Clark, ancienne première ministre de la Nouvelle-Zélande et administratrice du programme de développement des Nations unies déclare : *« J'ai été horrifiée d'apprendre par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUP) que le taux des naissances à Gaza avait chuté de plus de 40 % au premier semestre 2025, comparé à la même période il y a trois ans. Les femmes manquent d'accès à un endroit sûr pour pouvoir accoucher et beaucoup accouchent en manquant d'anesthésiants ou d'analgésiques. Beaucoup de jeunes mères sont dans l'incapacité de se nourrir ou de nourrir leur bébé correctement, et le système de santé est en train de s'écrouler. Tout ceci menace la survie même de toute une génération. »*

La Convention contre le génocide de 1948 a été créé à la suite de l'Holocauste pour empêcher que ce crime ne puisse se reproduire. Mais elle est bafouée par les paroles et les actes d'Israël envers Gaza et par les puissants Etats membres des Nations unies qui ne demandent pas de compte aux dirigeants d'Israël.

Mary Robinson, ancienne présidente d'Irlande et Haut-Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, déclare : *« Les gouvernements qui n'utilisent pas tous les outils à leur disposition pour mettre un terme au génocide en cours à Gaza sont de plus en plus complices. Les dirigeants politiques ont le pouvoir et l'obligation légale d'appliquer des mesures pour faire pression sur le gouvernement israélien afin qu'il arrête ses crimes atroces.*
C'est d'autant plus urgent à la lumière du projet de prise de contrôle de la ville de Gaza annoncé par le premier ministre Netanyahou. Le président Trump a le pouvoir d'imposer un changement de cap. Il doit l'utiliser maintenant. »
Nous exhortons Israël et le Hamas à engager de nouveau le dialogue afin de négocier un cessez-le-feu, et à conclure un accord. Le Hamas doit immédiatement libérer tous les otages israéliens encore captifs, et Israël doit libérer les prisonniers palestiniens arbitrairement détenus. »

La France et l'Arabie saoudite ont fait preuve d'un leadership louable en organisant la récente conférence pour une solution à deux Etats à New York. Il est vital de poursuivre cet élan avant le mois de septembre, avec une action collective et une mise en œuvre des mesures identifiées par les groupes de travail pour faire respecter le droit international.

Nous appelons à la reconnaissance de l'Etat de

Palestine par au moins vingt Etats supplémentaires, y compris des membres du G7, de l'Union européenne et d'autres parties du monde, d'ici septembre. A cet égard, nous saluons l'annonce de l'Australie.

Mais cela ne mettra pas un terme au génocide en cours à Gaza.

La livraison à Israël d'armes et de pièces détachées de matériel militaire doit être suspendue immédiatement. Nous saluons l'importante décision de l'Allemagne d'interrompre l'exportation d'armes qui pourraient être utilisées contre Gaza et nous incitons d'autres pays à la suivre.

Des sanctions ciblées doivent être imposées au premier ministre Netanyahou et à tous les membres de son cabinet de sécurité.

Les Etats doivent aussi suspendre les dispositions commerciales préférentielles existantes et futures avec Israël. Nous exhortons les Etats membres de l'Union européenne en majorité qualifiée à invoquer l'article 2 et à suspendre le volet commercial de l'accord d'association UE-Israël. Le désinvestissement du Fonds souverain norvégien des entreprises israéliennes liées à la violation du droit international devrait encourager les gouvernements, les entreprises et les entités financières à faire de même.

C'est une inconfortable vérité que de constater que beaucoup d'Etats font de leur économie et de leurs intérêts sécuritaires une priorité, même quand le monde est en état de choc face aux images des enfants de Gaza qui meurent de faim.

Palestine
Thématiques : politique
Rubrique : Divers